et manufactures où l'on fabrique des fournitures de guerre ; indemnité pour les intérêts affectés par cette législation. A l'heure où nous écrivons, la Chambre des Communes n'est pas encore saisie de la législation projetée.

Les rapports du trésor, pour l'année fiscale qui vient de se terminer, démontrent que la Grande-Bretagne est amplement capable de faire face aux énormes obligations financières que lui impose la guerre européenne. Les recettes ont atteint le chiffre de $1,133,470,400, soit une augmentation de près de $142,500,000 sur le revenu de l'année précédente. Les dépenses ont atteint le chiffre de $2,802,500,000. On a contracté des emprunts de guerre pour une somme de $1,480,000,000. Le gouvernement a décidé d'émettre des billets du Trésor comme émission courante, sans annonces et sans demandes de soumissions, par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre : ces billets porteront un intérêt fixe et seront à trois, six ou neuf mois, au gré du preneur. Le 14 avril, une émission de ces billets à six mois, pour un chiffre de $75,000,000, a été couverte au-delà de trois fois, les offres s'étant élevées à $225,000,000. L'Angleterre possède évidemment le nerf de la guerre.

Elle possède aussi la ténacité, la continuité et l'énergie de l'action. Le discours que vient de prononcer M. Lloyd George devant la Chambre des Communes en est une nouvelle démonstration. Voici quelques-uns des renseignements qu'il a donnés au parlement. Au commencement des hostilités, l'armée expéditionnaire envoyée par l'Angleterre au secours de la Belgique ne comprenait que six divisions, soit 125,000 hommes. Aujourd'hui, elle compte trente-six divisions, soit 750,000 hommes. Le chancelier de l'échiquier a ajouté que tous ces soldats sont parfaitement équipés et armés, et que chaque homme qui tombe est remplacé. Il a aussi parlé de la production des munitions de guerre. Jusqu'ici les trou-